

International

LE G20 ET LA FAIM DANS LE MONDE

Gérard Fuchs

26/10/2011

A quelques jours du G20 sous présidence française, Gérard Fuchs fait une série de propositions pour favoriser l'agriculture vivrière et lutter ainsi contre la sous-nutrition dans le monde. La lutte contre la volatilité du prix des matières premières, notamment agricoles est un objectif parmi d'autres.

La tenue du G20 en France, dont la présidence française a fait de la lutte contre la volatilité des prix une de ses priorités, permet de revenir sur le drame de la faim dans le monde, qui touche environ un milliard de personnes, un chiffre à nouveau en augmentation. Les situations les plus aigües ont des causes souvent concomitantes : sécheresses et autres catastrophes naturelles, guerres, importations à bas prix des pays du Nord... Quant à celles de sous-alimentation chronique, les actions nécessaires sont à chercher davantage en profondeur, et en partant d'une vérité d'évidence : la façon la plus simple d'éviter la faim sur un territoire est d'abord que celui-ci nourrisse par lui-même sa population.

Cela signifie presque partout un accroissement des productions existantes, par l'utilisation d'une multitude de moyens souvent très coûteux. Mais il y a également une agriculture d'autosubsistance qu'il faut s'efforcer de préserver, et pour cela résoudre plusieurs problèmes. Le premier est celui de la propriété de la terre, très complexe parce que reposant le plus souvent sur des flous juridiques. Un flou qui permet aujourd'hui aux gouvernements des pays pauvres eux-mêmes de céder à de grandes sociétés étrangères l'usage de milliers d'hectares jusque-là utilisés pour une agriculture de subsistance. Une première proposition serait alors qu'une partie des fonds que le G20 a décidé de donner aux pays en développement soit explicitement destinée à la mise en place de registres cadastraux, rendant ainsi impossible toute expropriation non justifiée et non compensée et dotant notamment les petits agriculteurs d'une sécurité propice à leur expansion. Cette proposition suppose bien sûr que le G20 honore ses engagements financiers, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui et constitue encore un autre problème.

L'autre menace pour les agricultures vivrières est celle que représentent les importations de produits alimentaires auxquelles les pays du Sud ont dû consentir. Les agricultures locales s'en trouvent affaiblies, avec à la clé un exode rural non maîtrisé et le développement des bidonvilles, et quand les prix des produits importés s'envolent, ce sont les émeutes de la faim qui éclatent. Il serait nécessaire alors de réguler les importations vivrières, afin de fournir aux agriculteurs locaux

la protection dont ils ont encore besoin pour améliorer leur productivité, mais cette position va à l'encontre du libre-échange. Une deuxième proposition devrait alors être débattue à l'OMC pour faire accepter, dans le domaine de l'agriculture vivrière, le droit de zones comme la CEDEAO ou l'Union européenne de se doter de protections visant à maintenir le plus possible d'autosuffisance alimentaire.

Enfin, les fluctuations du prix des matières premières, notamment agricoles, constituent un troisième problème. Celles-ci peuvent être « normales », conséquences d'événements climatiques ou politiques imprévus, mais aussi résulter de spéculations financières découplées de la possession de matières premières, qui jouent sur des produits dérivés. C'est là que la seule réponse imaginable suppose un strict contrôle international des produits dérivés liés aux matières premières alimentaires. En attendant davantage de régulation, et à l'image de mécanismes déjà mis en place mais abandonnés sous la pression d'idéologues libéraux, il pourrait être créé un Fonds, au niveau de certaines communautés régionales, qui représenterait un filet de sécurité appréciable.

Les déclarations du G20 ne sont jamais suivies d'effets et la plupart du temps, les sommes promises aux pays les plus pauvres n'arrivent pas à leurs destinataires. Certes, il n'est pas question d'affirmer qu'il est facile de changer le monde, mais il faut combattre un certain fatalisme : la mondialisation peut être régulée par des instances politiques capables d'imposer leurs priorités au monde économique et financier, des instances qui devraient elles-mêmes être représentatives et démocratiques afin que ces priorités découlent du souci premier de la dignité et donc des besoins de tous.